



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Solidaires 05, Réseau Hospitalité 05, Ensemble ! 05, NPA 05

### **Contre le dégel du corps électoral, la répression et la colonisation Soutien au peuple kanak**

L'Union syndicale Solidaires 05, le Réseau Hospitalité Hautes-Alpes, Ensemble ! 05, le NPA 05, en tant qu'organisations internationalistes, affirment leur solidarité aux luttes syndicales et politiques des indépendantistes, en particulier kanak, contre la situation coloniale, raciste, capitaliste et répressive de l'État français en Kanaky. Cette solidarité nous l'exprimons aujourd'hui comme hier et demain, envers tous les peuples autochtones soumis à une domination coloniale, qu'elle soit française (en Nouvelle-Calédonie, à Mayotte et dans tous les territoires dits « d'outre-mer ») ou non.

Nous n'entendons nullement agir ou décider à la place des Kanaks. En tant qu'anticolonialistes, notre rôle est d'informer sur la réalité coloniale, de soutenir les peuples à travers le monde contre le colonialisme. C'est aussi d'être solidaires contre la répression, et de soutenir celles et ceux qui luttent pour leur indépendance et leur liberté.

Comme lors de nombreuses crises politiques (gilets jaunes, réforme des retraites, des émeutes suite à la mort de Nahel à Nanterre ou encore à Mayotte), le gouvernement a fait le choix d'appliquer les mêmes méthodes en Kanaky : mépris de l'histoire et des personnes, prétention à l'omniscience, refus de prendre en considération les alertes des connaisseurs des dossiers et in fine, la réponse martiale et la pénalisation du mouvement social comme seules propositions.

Les manifestations populaires font l'objet d'une répression intense à laquelle participent des colons armés. À l'heure actuelle, les blessé-es se comptent par centaines et au moins 7 personnes sont mortes. Ces morts, ces blessé-es sont la responsabilité du gouvernement français !

Soutenu par l'État français, les forces réactionnaires prônant le maintien de la Kanaky française veulent en finir avec les processus ouverts par les Accords de Matignon-Oudinot en 1988 et de Nouméa en 1998. Elles entendent notamment cacher le fait que la Nouvelle-Calédonie fut et est encore une « colonie de peuplement » alors que c'est clairement mentionnée dans des documents officiels de l'Etat français.

Celles et ceux qui refusent le droit de vote aux immigré.es en France, le revendiquent dans les colonies ! Alors même que la situation est différente : colons et colonisé-es ne doivent pas être traité-es à égalité lorsqu'on parle de décolonisation. Celle-ci demeure une nécessité et ce n'est pas à celles et ceux qui sont en position de colons d'en décider.

Pour Solidaires 05, il n'y a qu'une façon d'assurer un retour au calme : le Président Macron doit revenir sur ses choix de recolonisation. Il doit immédiatement retirer le projet de dégel du corps électoral, mettre fin à l'état d'urgence, libérer les défenseurs et défenseuses des droits (syndicalistes, représentant-es d'association).

Parce que la situation semble de plus en plus dans une impasse, nous demandons à l'ONU d'organiser une médiation, tout en restant dans le cadre des accords pré-existants.

Il n'existe qu'un seul chemin, qu'une seule solution : la décolonisation en Kanaky et partout ailleurs.

**L'Union syndicale Solidaires 05, le Réseau Hospitalité Hautes-Alpes, Ensemble ! 05, le NPA 05, appellent à un rassemblement de soutien au peuple kanak le mercredi 5 juin à Gap à 18h face à la préfecture.**

*Contacts presse :*

- Joël Brochier : 06-22-97-62-34